

Communiqué

Hélène de Comarmond
MAIRE DE CACHAN



Nouvelle séance du conseil municipal sur Youtube : 3 voeux au programme

Le 16 juin 2020

Le conseil municipal de Cachan, nouvellement installé le 28 mai dernier, se réunit le jeudi 18 juin à 20h30. La séance sera filmée et diffusée en direct sur Youtube. Plusieurs voeux seront présentés lors de cette séance : violences policières, COVID 19, Renault-Choisy, Cachan s'engage et appelle le Gouvernement à ses responsabilités.

Violences policières : la Ville demande une concertation nationale

Un vœu condamnant les violences policières et affirmant la nécessaire exemplarité de la mission de service public de maintien de l'ordre sera présenté alors même que Maurice Rajsfus, historien des violences policières et Cachanais, disparaît et que se multiplient les manifestations dénonçant les violences policières et les atteintes racistes. Par ce vœu, la Ville demande notamment l'organisation d'une concertation nationale visant à mettre fin aux violences policières et à garantir l'égalité de chacun et chacune face aux forces de l'ordre et réclame des mesures immédiates à l'instar des récépissés de contrôle d'identité.

COVID 19 : l'Etat appelé à rembourser les frais engagés par les collectivités

Un second vœu sera proposé au vote pour demander à l'Etat de rembourser intégralement les dépenses engagées par les collectivités territoriales dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID 19. Ce vœu demande également qu'à l'avenir les collectivités soient étroitement associées à la stratégie de gestion de crise plutôt qu'elles n'aient à subir et à pallier les injonctions contradictoires, les décisions précipitées et sans prise en considération des conséquences et des nécessités matérielles, logistiques et humaines liées à ces décisions.

Renault-Choisy : soutien aux salariés

Enfin, la Ville proposera un vœu en soutien aux employés du site Renault de Choisy-le-Roi qui fait partie des usines du groupe menacées de fermeture. 263 emplois, principalement occupés par des Val-de-Marnais, sont ainsi promis à disparaître. Alors que l'Etat garantit un emprunt de 5 milliards d'euros pour le groupe Renault et alors que la crise actuelle demande à ce que l'emploi soit défendu et non menacé, la Ville demande à Renault de renoncer à son projet de fermeture, menaçant tout un bassin de vie et d'emplois, et à l'Etat de prendre ses responsabilités en tant que premier actionnaire du groupe et d'exiger de Renault le maintien du site de Choisy-le-Roi.